

UNE VÉRITÉ DITE
AVEC INSOLENCIE
RESSEMBLE À
UN MENSONGE
(SAGESSE AFRIKAINE)

La Tribune

Hebdomadaire indépendant d'analyse et d'informations N° 182 du 12 au 19 juin 03 / Prix : 200 UM

Banaliser le putsch manqué

(AFP) Le gouvernement mauritanien, qui vient de déjouer un coup d'Etat mené par des officiers de son armée, a semblé vouloir rassurer l'opinion par une banalisation des conséquences du putsch manqué et un "retour immédiat" à la normale dans la vie du pays. En effet, en dehors des stigmates visibles des engagements militaires, tels des épaves de chars brûlés, des murs éventrés et le bouclage de certaines zones sensibles, notamment les alentours de la présidence de la République, rien ne montre que le pays vient de sortir d'une aussi grave épreuve.

Contrairement à ce qui pourrait sembler normal en pareille circonstance, aucune mesure particulière de restriction, comme un couvre-feu, la fermeture des aéroports ou des frontières terrestres, n'a été prise après l'annonce officielle de l'échec du putsch et de la fin des combats. Les médias officiels ont repris leurs émissions comme si de rien n'était, après avoir diffusé pendant un bref moment de chants à la gloire du président Maaouiya Ould Taya, au pouvoir depuis 1984, et des "acquis énormes réalisés par (le) peuple sous sa direction éclairée", suivis de sa brève allocution annonçant la maîtrise du putsch. Les administrations ont également repris le travail mardi, même si certaines d'entre elles se sont heurtées aux conséquences des pillages opérés par une horde de prisonniers de droit commun libérés par les mutins et qui ont notamment touché la radio nationale, le ministère de l'éducation nationale, la Poste, la douane. Pour les observateurs, cette banalisation est lourde de messages.

Le plus important est que le président Ould Taya cherche à rassurer l'opinion quant au déroulement normal des affaires de l'Etat et à l'avenir politique du pays, à cinq mois d'une élection présidentielle, prévue le 7 novembre, à laquelle son parti a annoncé sa candidature. Elle explique également la confiance retrouvée du président en son armée, particulièrement les officiers qui en sont aux commandes et qui, en dépit du caractère subit des événements, ont très vite réussi à s'organiser autour de lui pour mater la rébellion, parfois au prix de leur vie. Le chef d'état-major de l'armée nationale, le colonel Mohamed Lemine Ould N'Diayane, a notamment été tué par les insurgés. Néanmoins, ce coup, qui a surpris par sa dimension et, en plus de dégâts humains et matériels dont l'ampleur reste à déterminer, a secoué le système dans son ensemble, pourrait entraîner une réorganisation en profondeur de l'armée et de certains rouages de l'Etat. En même temps, le gouvernement, confronté à un danger terroriste qui a semblé mobiliser toute son attention ces dernières semaines, devrait accélérer la maîtrise du dossier des islamistes accusés de "complot contre l'ordre constitutionnel", dont un groupe est en instance de jugement et un second sous interrogatoire. Cela est d'autant plus nécessaire que certains analystes estiment que les mutins ont profité de la "psychose des attentats terroristes" pour tromper la vigilance des autorités et passer à l'action. De la rapidité avec laquelle toutes ces tâches seront exécutées dépendra en grande partie la capacité du pays à résorber le malaise créé par cette secousse au plan national et à en amoindrir les conséquences au plan extérieur, afin que continue à couler le flux des financements importants accordés par ses partenaires à ses plans de développement.